

# RÉSISTANCES

De la résistance... à la RÉVOLUTION

N°45

Décembre 2013. Edité par le NPA Pays Basque

contact : npa.paysbasque@gmail.com /06 11 52 01 75

## INTERDICTION des LICENCIEMENTS MAINTENANT!



Les fermetures et restructurations d'entreprises se multiplient avec leurs cortèges de suppressions d'emplois. Ce sont chaque fois des centaines, des milliers de familles qui se retrouvent dans la précarité.

La liste de ces dernières semaines est longue, de PSA à Goodyear et Alcatel et Mory Ducros en passant par Gad, Doux, Tilly Sabco, Marine Harvest, La Redoute, Fagor... pour n'en citer que quelques unes. Les "experts" attendent encore la disparition d'environ 100 000 emplois (fourchette haute à 180 000, basse à 50 000). Il s'agit là d'emplois directs, et il faut multiplier ces chiffres au moins par trois si l'on comptabilise les emplois induits inévitablement touchés.

Et pourtant les patrons n'ont pas à se plaindre : en 2012, Tilly Sabco a réalisé deux millions de bénéfices ; pour Marine Harvest, ce sont 113 millions de bénéfice pour le seul premier semestre 2013 ; la famille Doux, 146<sup>ème</sup> fortune de France, a touché plus d'un milliard d'euros de subventions européennes en quinze ans ; quant au groupe Kering, propriétaire de La Redoute, ses bénéfices au premier semestre se montent à 172,5 millions d'euros et rappelons que son PDG est le multimilliardaire Pinault.

Ce même patronat n'a pas davantage à se plaindre du gouvernement : 200 milliards de subventions aux entreprises par an, 60 milliards d'exonérations d'impôts, 10 milliards en 2014 par le biais du crédit d'impôt compétitivité-emploi, sans aucun contrôle. Et n'oublions pas les 60 à 80 milliards d'évasion fiscale annuelle venant des entreprises.

Ce gouvernement "de gauche" laisse agir à leur guise les directions des grands groupes qui licencient à tour de bras. Et Montebourg ose défendre le projet de Taylor, patron de Titan, qui ne supprimerait "que" 900 emplois chez Goodyear, ce même Taylor qui traitait les salariés de "fainéants" et voulait "envoyer à la Légion étrangère" les dirigeants de la CGT.

Dans une telle situation, la colère gronde. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est coordonner et unifier les luttes sur la base d'un plan d'urgence incluant l'interdiction des licenciements ; l'ouverture des livres de comptes des entreprises ; si nécessaire la réquisition sous le contrôle des travailleuses et des travailleurs ; le partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire ; la suppression des aides et des allègements fiscaux accordés au patronat...

Citons un travailleur de Goodyear, interviewé récemment par une chaîne TV lors du blocage du site d'Amiens Nord dont la fermeture est programmée: « *Ce que je demande, c'est garder mon boulot. J'ai une famille à faire vivre, un loyer à payer. Je demande simplement à vivre tranquillement, comme avant. Quand on voit ce qui se passe en Bretagne, quand on voit La Redoute...il y a plein de boîtes en difficulté. Ce que je voudrais, c'est que toutes les boîtes se rassemblent, qu'on paralyse la France, quitte à la paralyser une semaine et le gouvernement sera obligé de bouger un peu plus...* ».



- S** page1 : Interdiction des licenciements  
**O** page2 : Le PS et l'antiracisme  
**M** page3 : Bonnets rouges et drapeaux rouges  
**M** page4 : Pays Basque, à quand le dialogue  
**A** page5 : Aux Philippines, cyclone et capitalisme  
**I** page6 : La mort de Mandela  
**R** page7 : Livre "Dans le silence du vent"  
**E**

# LE PARTI SOCIALISTE ET L'ANTIRACISME

## LA POLITIQUE DE GRIBOUILLE

Il a fallu les attaques ignobles de l'extrême-droite contre Christiane Taubira, ministre de la justice d'origine guyanaise, pour que le Parti socialiste redécouvre soudainement l'importance de la lutte contre le racisme qu'il avait largement mis sous le coude depuis l'élection de François Hollande à la présidence l'an dernier.



Il faut dire que de "Minute" à Jean-Marie Le Pen en passant par les adversaires du mariage pour toutes et tous, les nostalgiques de Hitler, de Pétain, de Franco, voire de la Sainte Inquisition et de "la France, fille aînée de l'Eglise" n'y sont pas allé-e-s de main morte pour reprocher à Christiane Taubira la couleur de sa peau en la comparant à une guenon et en agitant des bananes à son passage. Des propos et des attitudes qui ne peuvent inspirer que le plus profond dégoût. Et une quinzaine de jours s'est écoulée avant que les sommets de l'Etat réagissent et affirment leur solidarité avec la ministre de la Justice et que le secrétaire national du PS, Harlem Désir, lui même ancien président de "SOS Racisme", lance une campagne et organise un meeting national sur le thème de l'antiracisme en appelant de plus "à la révolte des Républicains".

Le retard à l'allumage des dirigeants socialistes n'est pas dû au hasard. D'une part toute une partie de leurs élu-e-s ne veulent pas, à l'approche des élections municipales du printemps 2014, s'attaquer frontalement aux préjugés racistes de toute une partie de leur électorat, qui lui est très sensible sur ce problème à la propagande du Front National. Mais les ministres, les dirigeant-e-s, les élu-e-s socialistes sont aussi handicapé-e-s par leur propre politique qui, au cours de l'année écoulée, ne s'est guère distinguée de celle de la droite et de l'extrême droite en faisant des pauvres, des immigré-e-s et des Roms les boucs émissaires de la crise économique. Mieux le ministre "socialiste" de l'Intérieur, Manuel Valls, est l'objet d'une plainte émanant d'organisations anti-racistes visant ses propos nauséabonds contre les Roms.

Si les hautes sphères du gouvernement et du PS voulaient réellement lutter contre le fléau du racisme, leur soutien à Christiane Taubira devrait s'accompagner d'une condamnation sans appel de la politique et des propos de Valls et de son renvoi du gouvernement. Car on ne lutte pas contre le racisme en expulsant des lycéens d'origine étrangère ou en détruisant des camps de Roms. Pas plus qu'on ne combat la droite et l'extrême droite en menant une politique toujours plus sécuritaire et toujours plus répressive à l'égard des plus pauvres.

Mais jusqu'à présent le gouvernement - y compris Taubira elle-même - ne s'est pas désolidarisé du ministre de l'Intérieur. Bien mieux, avec le soutien de ses camarades ministres, ce dernier veut muscler sa politique de chasse aux Roms, d'expulsion de sans-papier et de refus de régulariser les immigrants... en faisant ainsi le lit de tous les préjugés les plus infâmes (racistes, xénophobes, islamophobes ...) véhiculés par l'extrême droite et une bonne partie de la droite.

En fait l'attitude du PS sur cette question est ce que l'on appelle la politique de Gribouille, du nom d'un personnage de la littérature du XVI<sup>ème</sup> qui préférerait se jeter à l'eau de peur de se faire mouiller par la pluie. Sa politique ne fait que contribuer à donner de la vigueur au racisme ambiant qu'il prétend combattre et que Valls a le culot de trouver "inadmissible".

Mais s'opposer au racisme suppose d'abord d'unir, au-delà de leurs diverses nationalités, de leurs religions et de la couleur de leur peau, toutes les travailleuses et tous les travailleurs de ce pays - celles et ceux qui ont un emploi ou qui sont en chômage, avec ou sans papiers, en activité ou à la retraite - contre le principal responsable de la crise : le capitalisme.

**C'est une telle lutte toutes et tous ensemble - à laquelle le Parti socialiste tourne résolument le dos - qui permettrait de remettre au premier plan la solidarité ouvrière en montrant que les responsables de la misère ne sont pas nos frères et sœurs immigré-e-s mais les banquiers et les patrons**

**E  
D  
I  
T  
O**



# BONNETS ROUGES ET DRAPEAUX ROUGES A LA CLASSE OUVRIERE DE DIRIGER SES LUTTES



Les manifestations intersyndicales organisées en Bretagne le 23 novembre dernier à l'appel d'une intersyndicale regroupant les principales confédérations (à l'exception de Force Ouvrière) n'ont été qu'un demi-succès. Les leaders syndicaux n'avaient pas caché qu'ils comptaient "reprenre la main" en faisant mieux que le collectif des "Bonnetts rouges" qui, vingt jours auparavant, avait réuni 30 000 personnes à Quimper et encore plus de 20 000 fin novembre à Carhaix. Or cette fois on était loin du compte car selon les organisateurs eux-mêmes les quatre cortèges de Rennes, Saint-Brieuc, Lorient et Morlaix ont, au mieux, regroupé 13 000 personnes malgré la présence des "ténors" - Thierry Lepaon pour la CGT et Laurent Berger pour la CFDT - dans le cortège lorientais. Il faut dire qu'à la dispersion des forces s'amalgamaient des mots d'ordre centraux particulièrement vides, dont notamment l'ajout d'un volet social au "Pacte d'avenir pour la Bretagne" annoncé par Jean-Marc Ayrault à la mi-octobre, pacte largement bidon mais qui contient quelques mesurette destinées à amadouer le patronat local. Pas de quoi mobiliser les masses et enthousiasmer les foules. A tout cela s'ajoutaient les attaques répétées et méprisantes contre les "bonnetts rouges" qualifiés de "poujadistes", terme déjà utilisé à leur rencontre par le gouvernement qui a condamné leurs méthodes d'action radicales.

## Un mécontentement profond

Aujourd'hui, dans tout le pays, se manifeste un ras-le-bol généralisé face non seulement à la politique fiscale du gouvernement (et l'augmentation de la TVA au 1er janvier prochain sera un nouveau mauvais coup contre le pouvoir d'achat des classes populaires) mais aussi à la casse des services publics, à la stagnation du niveau de vie et à son recul, à l'augmentation du chômage, à l'explosion des CDD de moins d'un mois, à la destruction progressive du système de retraites etc. Ce mécontentement ne touche pas seulement la classe ouvrière mais aussi les petits commerçants, les artisans, les petits paysans etc. On l'a vu ces dernières semaines s'exprimer dans la rue avec les sages-femmes, les camionneurs, les agriculteurs, les centres équestres, les parents d'élèves, les enseignant-e-s ...

En Bretagne c'est la concomitance des plans sociaux dans les grandes entreprises agro-alimentaires (Doux, Gad, Marine-Harvest, Tilly-Sebco etc.), du mécontentement des agriculteurs et des protestations des patrons transporteurs contre l'écotaxe qui a mis le feu aux poudres.

A l'origine c'est "Le Collectif pour l'Emploi", constitué autour des travailleurs et des travailleuses des entreprises en lutte, qui avait appelé à la manifestation du 2 novembre à Quimper, manifestation dont le gros des troupes était d'ailleurs constitué de salarié-e-s et de leurs familles mais qui avait été désertée... par les responsables syndicaux locaux et nationaux qui avaient préféré se rassembler à Carhaix

Par contre étaient également présents en nombre à Quimper agriculteurs et petits commerçants dont les organisations - notamment la très droitière Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) - ont tenté de tirer la couverture à elles. Avec un certain succès médiatique en mettant en avant le concept de "bonnetts rouges", sensé gommer toutes différences de classe entre les manifestant-e-s. Mais à qui la faute sinon aux organisations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière et de la gauche qui, en période de crise, sont incapables d'offrir d'autre perspective aux classes populaires qu'une pseudo-concertation sans fin avec le gouvernement et les organisations patronales ? Et localement elles repartent pour un tour avec les discussions sur le "Pacte d'avenir pour la Bretagne".

## Tirer les leçons de l'exemple breton

Ce qui s'est passé en Bretagne peut fort bien se reproduire ailleurs dans les semaines et les mois qui viennent où les explosions de mécontentement populaire ne se limiteront pas aux seul-e-s salarié-e-s. C'est aux travailleuses et aux travailleurs de s'organiser - non seulement au niveau de leurs entreprises mais aussi localement et régionalement - pour prendre la tête de ce ras-le-bol généralisé et en mettant en avant leurs propres revendications : interdiction des licenciements, ouverture des livres de compte, répartition du travail entre toutes et tous, augmentation substantielle des salaires et des minima sociaux. Mais aussi de tendre la main aux paysans, aux artisans, aux petits commerçants, qui les uns et les autres, sont étranglés par les banques et les trusts, notamment ceux de l'agro-alimentaire. C'est là le seul moyen que ce mécontentement social ne soit pas récupéré par la FNSEA, le MEDEF, ou la CGPME, voire par la droite et, plus sinistrement, par l'extrême droite.



# PAYS BASQUE

## A QUAND LE DIALOGUE?



**Les semaines, les mois, les années passent - la conférence de paix d'Aiete s'est déroulée il y a plus de deux ans - mais ni Madrid ni Paris ne font le moindre geste pour avancer dans le processus de paix, n'esquissent la moindre tentative de dialogue, et la répression perdure.**

C'est ainsi que Jokin Aranalde, porte parole du Collectif des exilé-e-s politiques basques, résidant en Iparralde depuis plus de 10 ans, est sous le coup d'un mandat d'arrêt européen (MAE) qui a été validé par la justice française. « J'ai décidé de choisir l'insoumission puisque, étant l'un des porte-parole du Collectif d'exilé-e-s politiques Basque (CEPB), mon engagement est de continuer à travailler jusqu'à ce que le dernier des exilés et déportés puissances vive au Pays Basque en liberté » a-t-il déclaré dans une lettre envoyée aux medias. Il refuse d'être remis aux autorités espagnoles et se cache.

Emilie Martin, porte parole d'Herrira (mouvement de soutien aux prisonnier-e-s politiques basque) en Iparralde a été convoquée par l'Audiencia Nacional dans le cadre de l'offensive répressive contre ce mouvement.

Elle a refusé de se soumettre à ce tribunal d'exception et ne s'est pas rendue à Madrid qui a émis un MAE à son encontre. Elle place du même coup le gouvernement français devant ses responsabilités.

L'abrogation du MAE est plus que jamais à l'ordre du jour. Une nouvelle fois il sert d'outil liberticide aux mains des États pour écraser les organisations et les personnes qui les dérangent.

Jokin et Emilie sont deux militant-e-s qui œuvrent en faveur du processus de paix et c'est parce qu'ils sont artisan-e-s de ce processus que l'État espagnol, avec l'appui zélé de l'État français, les poursuit. Les deux États ne veulent aujourd'hui ni la paix, ni la démocratie.

### Lueur d'espoir

Pourtant, une lueur vient éclairer ce sombre contexte. Le 21 octobre dernier, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné l'Espagne pour la détention d'Inès del Rio Prada, sous le coup de la doctrine 197/2006 dite aussi doctrine Parot (du nom du premier prisonnier politique auquel elle a été appliquée) qui permet d'allonger la durée d'incarcération et s'applique de façon rétroactive à de nombreux-euses prisonnier-e-s politiques basques (presos). L'État espagnol s'est vu dans l'obligation de libérer Inès et n'a pu en rester là. Quelques jours après Inès, ce sont dix autres presos qui ont été libérés. Puis, le 12 novembre, vu l'arrêt de la Cour européenne, le Tribunal Suprême de Madrid a lui-même enterré la doctrine Parot, dont il était à l'origine, en décidant les libérations de presos victimes comme elle de cette doctrine - ce qui n'implique cependant pas la libération immédiate de tous les prisonniers concernés, ainsi pour Unai Parot.

Le Tribunal Suprême a également invité les députés à réexaminer « avec la nécessaire clarté et précision la procédure adéquate ». Il a chargé enfin l'Audiencia Nacional d'examiner les recours des prisonniers basques et d'en décider, ce qui simplifie la procédure en cours jusqu'alors. Du coup, malgré la pression - qui va du reste en déclinant - des associations de victimes proches de l'extrême droite, l'Audiencia Nacional, à ce jour, a fait libérer au total 50 détenus de l'ETA. La situation des presos reste cependant préoccupante. En témoigne la grève de la faim de onze d'entre eux à la prison de Séville, qui dure depuis près de quatre semaines à l'heure où nous écrivons. Les grévistes de la faim demandent que "leurs droits fondamentaux soient respectés" et que cessent "l'isolement illimité et l'incessante persécution" qui les frappent.

### Continuer la lutte

**De fait, il faudra continuer la lutte pour contraindre les États à faire les premiers pas vers la paix. Ainsi Paris pourrait suivre l'exemple de la Belgique qui, le 20 novembre, s'est opposée à l'extradition d'une militante de l'ETA, la justice belge estimant qu'il y avait un risque pour ses droits. Jokin et Emilie montrent la voie, celle de la résistance en même temps que de la volonté de résoudre le conflit. Cette résistance doit s'amplifier et devenir celle de la société civile dans son ensemble, de ses partis, de ses syndicats, de ses associations... En même temps, il s'agit de poursuivre dans la construction du processus de paix, dans l'organisation du débat et de la mobilisation pour les droits démocratiques en Pays Basque.**



## PHILIPPINES

# CATASTROPHE NATURELLE ET INCURIE CAPITALISTE

Le 8 novembre dernier un terrible typhon, baptisé Haiyan, s'est abattu sur les Philippines avec des vents dépassant les 300 kilomètres/heure. Et le bilan est lourd : plus de 10 millions de personnes, soit 12 % de la population, ont été touchées et au moins 700 000 sont sans abri. A cela il faut ajouter le nombre de mort-e-s et de disparu-e-s qui oscille entre 5 000 et 10 000 selon les estimations.

### Une catastrophe vraiment "naturelle" ?

Dans la région du monde où se trouvent les Philippines des phénomènes météorologiques de ce type sont courants. On peut donc parler de catastrophe naturelle... sauf que l'ampleur sans précédent de celle-ci amène scientifiques et spécialistes du climat à se demander avec raison si le réchauffement climatique n'est pas étranger à l'ampleur du phénomène. Or, le dit réchauffement est très peu "naturel" puisqu'il est dû principalement à l'activité humaine et au rejet de gaz (notamment le gaz carbonique) dans l'atmosphère. Et loin de s'atténuer le phénomène ne fait que s'accroître. Le récent échec de la conférence de Varsovie sur le climat montre d'ailleurs que les pays capitalistes, grands et petits, ne sont nullement disposés à prendre en compte l'avenir de la planète dans leurs considérations mercantiles. Mais peut-on honnêtement sans étonner ?

### Une pauvreté généralisée

Haiyan a touché un pays tropical où plus du tiers des 100 millions d'habitants vit avec moins d'un euro par jour. Les maisons sont souvent faites de brique et de broc, récupérés au petit bonheur la chance. En outre certaines parties du pays - qui est constitué de 7 000 îles et îlots - sont difficilement accessibles, même si les deux tiers de la population sont concentrées sur les deux plus grandes d'entre elles, Luçon et Mindanao.



Les réseaux routiers, électriques, d'eau et d'assainissement sont souvent précaires et le système de santé largement défaillant. Mais si les Philippines sont un pays pauvre elles le doivent en grande partie au colonialisme qu'elles ont subi, d'abord de la part l'Espagne, pendant plus de trois siècles, ensuite des États-Unis dont les compagnies contrôlent toujours une grande partie des richesses du pays tant agricoles (cane à sucre, coprah, tabac, caoutchouc) que minières (or, chrome cuivre) qu'elles continuent de piller allègrement. Cette pauvreté n'a donc rien, elle non plus, de "naturelle".

### L'hypocrisie des grandes puissances

Les grandes puissances ont rivalisé... de pingrerie dans l'aide qu'elles ont apportée aux populations sinistrées. L'ONU a débloqué 25 millions de dollars, l'Union européenne 3 millions d'euros (à comparer à son budget annuel de 140 milliards d'euros), la Grande-Bretagne 7,2 millions et le Canada 3,7 millions. Les États-Unis ont, pour leur part, dépêché sur place plusieurs centaines de marines et un porte-avions et le Japon a lui aussi envoyé des troupes et des équipes de sauvetage.

Mais au total ces contributions sont bien modestes si on les compare aux efforts effectués par les grandes puissances dans leurs opérations militaires. Par exemple, en 2013, la présence française au Mali va coûter aux contribuables de ce pays 1.9 million d'euros par jour, soit près de 700 millions d'euros en année pleine. Quant au retrait des troupes française d'Afghanistan il est chiffré pour l'instant à 259 millions d'euros, et ce n'est là qu'un chiffre provisoire.

Du côté des États-Unis ont fait encore beaucoup plus fort. On a calculé qu'en dix ans (2002-2012) les guerres d'agression déclenchées par Washington en Irak et en Afghanistan ont coûté 7 800 milliards d'euros (6 000 milliards de dollars), soit 780 milliards d'euros par an. Comparés à ces chiffres les dons des Occidentaux au peuple philippin s'apparentent plus à des aumônes qu'à une action conséquente et décisive.

C'est pourquoi un mois après le drame des centaines de milliers de personnes attendent toujours d'être secourues et celles qui le sont le doivent souvent au dévouement des équipes bénévoles des organisations non gouvernementales. Au final nous ne savons pas quel sera le bilan définitif de ce drame.

**Mais il est certain que les dégâts du cyclone ont été amplifiés par l'égoïsme d'un système capitaliste qui après avoir ruiné le pays n'est guère pressé de lui venir en aide.**



# NELSON MANDELA

## L'HOMME QUI ABOLIT L'APARTHEID

**L**a mort à 95 ans de Nelson Mandela a suscité une vague d'émotion internationale tant son nom fut attaché, pendant des décennies, à la lutte contre l'apartheid, c'est à dire à celle des populations noire et métisse d'Afrique du Sud pour obtenir l'égalité des droits avec la minorité blanche

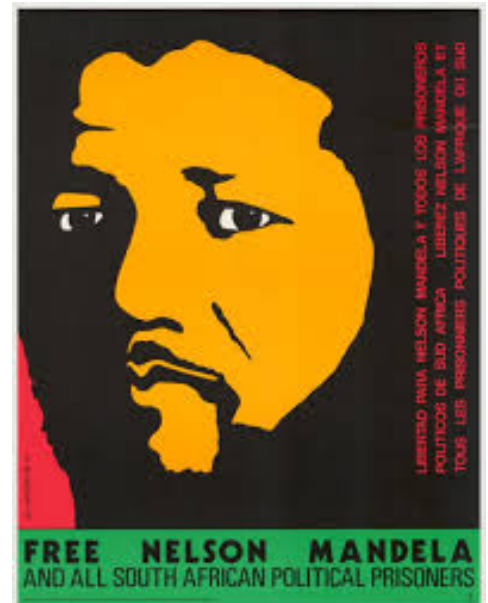
### Un combat d'une vie

Il consacra toute sa vie à ce combat pour l'égalité raciale. Rejoignant le Congrès National Africain (ANC) en 1942, condamné en 1964 à la prison à perpétuité, il devait passer vingt sept années de sa vie en prison. Cela ne l'empêcha pas de faire toujours preuve d'une volonté inébranlable de mettre fin à un régime qui niait aux personnes non-blanches les droits humains les plus élémentaires. Au cours des années il était devenu le dirigeant le plus en vue et le symbole de la liberté pour les millions de ses compatriotes qui le rejoignaient dans un combat qui suscita une énorme vague de sympathie à travers le monde et finit par payer. Libéré en 1990, devenu chef de l'État en 1994, il démantela complètement le système raciste qu'avait construit en un demi-siècle les Afrikaners. Une fois atteint le but qu'il s'était fixé dès son adolescence, il quitta la scène politique en 1999 et n'intervint plus dans la vie publique jusqu'à sa mort.

Ce que nous saluons en lui est d'être resté fidèle sa vie durant à un combat et à des idéaux d'égalité raciale, de n'avoir jamais utilisé son pouvoir à des fins personnelles et d'avoir fait preuve, durant toute son existence, d'une extrême modestie. Ce qui est plutôt rare au sein de la classe politique, et pas seulement en Afrique. C'était incontestablement un homme doué de qualités exceptionnelles.

### L'apartheid social demeure

Cependant il existe une autre facette de la réalité sud-africaine qu'on ne peut passer sous silence : celle des inégalités sociales persistantes entre riches et pauvres, noirs, métis et blancs. Des millions de pauvres d'Afrique du Sud étaient persuadé-e-s que la fin de l'apartheid racial signifierait aussi la fin de l'apartheid social. Mais leur désenchantement fut rapide. L'ANC qui sous le régime de domination blanche avait soutenu des dizaines et des dizaines de grèves, de manifestations de rue, de soulèvements dans les ghettos noirs changea complètement d'attitude une fois au pouvoir.



Elle appuya alors les multinationales anglo-américaines d'or et de diamants contre les mineurs, les grands agriculteurs blancs qui possédaient des milliers d'hectares contre les paysans pauvres qui réclamaient le partage des terres, envoya la police (noire mais toujours dirigée par des officiers blancs) mettre fin à la révolte des townships etc. Et aujourd'hui le gouvernement de Prétoria tolère la corruption à tous les étages.

La "nation arc-en-ciel" rêvé par Mandela a donc du plomb dans l'aile.

**En fait pour mener à bien le combat pour leur émancipation sociale les masses sud-africaines n'ont pas tant besoin d'hommes providentiels que d'une claire conscience de leur force et de leur capacité d'auto-organisation. Car comme le dit fort justement l'Internationale : "Il n'est pas de sauveur suprême"..**



# "DANS LE SILENCE DU VENT"

de LOUISE ERDRICH (chez Albin Michel)



Ce roman nous emporte au cœur d'une réserve indienne du Dakota, aux États-Unis. Nous sommes en 1988. Le narrateur, Joe, est un adolescent de 13 ans. Un drame familial changera à jamais son regard sur le monde et la société américaine et le projettera sans ménagement dans l'univers des adultes.

La mère de Joe a été victime d'un viol brutal. Elle en restera brisée à jamais. De gaie, affectueuse, dynamique, elle sombre dans un état apathique. Les rapports familiaux en sont bouleversés. Le père de Joe tente d'échapper à la mélancolie qui l'assaille. Bien que juge au tribunal tribal et habilité à exercer jusqu'à la Cour Suprême de Justice, il ne parvient pas à faire éclater la vérité. A l'époque, dans la plupart des affaires de viol sur les réserves indiennes, même si quelqu'un était fortement suspecté, le procureur fédéral refusait de porter l'affaire devant la justice, pour une raison ou une autre. Au fil du roman nous découvrons la vie dans la réserve, les liens avec les Blancs, les concessions faites à la religion dominante sans pour autant renoncer aux rites et croyances tribaux.

Louise Erdrich

Dans le silence du vent

roman  
Albin Michel

Louise Erdrich, née dans le Dakota en 1954, est l'une des grandes voix de la littérature indienne d'outre-Atlantique. Dans ce roman elle nous parle de la mémoire des ces communautés tribales, de leur passé mythique. D'origine indienne, ojibwe par sa mère, elle honore la mémoire de ses ancêtres de la réserve de Turtle Mountains (les montagnes de la Tortue), du Dakota du Nord. Mais elle dénonce également, avec une puissance dominée par la colère, les lois fédérales discriminantes dont sont victimes les Indiens.

Ce que Toni Morrison a fait pour les Noirs, Louise Erdrich le fait aujourd'hui pour les Indiens. La parole de cette grande dame rend sa dignité à un peuple humilié. Elle est considérée comme une plume de tout premier plan, acclamée par ses pairs, à commencer par Philippe Roth, et comparée à William Faulkner, ce qui n'est pas rien.

**Pour toutes vos commandes...**

**faites vivre une librairie militante ! [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)**

**Nouvelle librairie La Brèche, 27, rue Taine 75012 PARIS**

